



Expertise comptable
Audit
Conseil

ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Ce rapport contient 21 pages

Membre
des groupements



www.wema.fr | +33 (0)3 88 30 12 21 | **experts@wema.fr** | 7 rue des Corroyeurs, 67200 Strasbourg

WEMA AUDIT

SAS au capital de 10 000 € - RCS Strasbourg 819 213 448 - N° TVA intra FR 50 819 213 448
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes



ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN

Siège social : 20, rue du Maréchal Lefebvre – 67100 STRASBOURG
Registre des associations de STRASBOURG : Volume 18 Folio 55

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Strasbourg, le 13 juin 2025

WEMA AUDIT
Commissaire aux Comptes



Sylvie ZERR

Bilan Actif

AASBR CONSOLIDE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 17/04/25

Devise d'édition

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	112 877	60 816	52 060	85 395
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	923 714	614 980	308 735	325 657
Agencements- aménagements - installations	2 078 573	2 062 759	15 815	21 920
Matériel et Mobilier	2 271 679	2 066 158	205 521	230 886
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Parts sociales banques	3 953		3 953	3 953
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	4 483 817	219 071	4 264 746	4 704 486
Prêts				
Dépôts et cautionnement versés	26 225		26 225	25 490
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	9 900 838	5 023 784	4 877 054	5 397 786
STOCKS ET EN-COURS				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
CREANCES				
Créances usagers et comptes rattachés	383 531	18 156	365 375	283 992
- Familles	332 674	18 156	314 518	78 659
- Collectivité Européenne d'Alsace	4 788		4 788	
- Autres	46 068		46 068	205 333
Autres créances	4 835 510		4 835 510	4 688 101
- Participation à recevoir CAF	4 289 834		4 289 834	4 287 560
- Participation à recevoir MSA	557		557	28 272
- Participation à recevoir AUTRES COLLECTIVITES	330 802		330 802	82 001
- Autres créances	214 317		214 317	290 267
DISPONIBILITES	2 883 493		2 883 493	4 382 463
- Banque	760 216		760 216	1 991 796
- Placement	2 121 590		2 121 590	2 389 480
- Valeur mobilières de placement				
- Caisses	1 688		1 688	1 186
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	71 381		71 381	49 902
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	8 173 915	18 156	8 155 759	9 404 458
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	18 074 752	5 041 939	13 032 813	14 802 244

Bilan Passif

AASBR CONSOLIDE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 23/04/25
Devise d'édition

	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Réserves de fonds de roulement	3 482 464	3 482 464
Réserves SAF	287 276	689 450
Réserves de suivi des DSP	1 015 307	1 026 091
Report à nouveau hors contrôle des tiers financeurs	1 117 148	1 295 943
Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs	698 454	339 339
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(1 978 419)	(232 638)
Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme	114 578	136 248
Provisions réglementées		
TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS	4 736 808	6 736 897
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	173 869	233 114
Provisions pour charges	1 324 925	1 460 349
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 498 793	1 693 462
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III FONDS DEDIES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	337 022	362 383
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 623	10 395
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 349 039	981 023
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
Rémunérations dues	41 554	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Provision Congés payés (chargée)	1 641 204	1 702 994
Autres charges à payer	2 735 350	2 087 083
AUTRES DETTES		
Participations à rembourser	578 028	1 080 574
Autres dettes	105 012	144 016
Produits constatés d'avance	3 380	3 417
TOTAL IV DETTES	6 797 211	6 371 885
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	13 032 813	14 802 244

ENGAGEMENTS DONNES		
--------------------	--	--

Compte de Résultat Synthétique

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition

AASBR CONSOLIDE

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises		
- Prestations de services [Séjours et Autres prestations de services]	6 787 662	6 793 316
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	6 787 662	6 793 316
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Produits nets partiels sur opérations à long terme		
- Subventions d'exploitation	19 506 529	18 413 316
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	1 040 897	1 272 176
- Autres produits	1 278 938	1 568 872
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	28 614 026	28 047 680
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises		
Variation de stocks		
- Achats	2 528 167	2 828 695
- Services extérieurs	1 442 144	1 417 332
- Autres achats et charges externes	639 300	668 675
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 841 899	1 660 843
- Salaires et traitements	18 014 635	16 646 791
- Charges sociales	5 439 124	3 670 597
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	243 207	282 880
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	18 156	20 302
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	783 332	892 783
- Subventions accordées par l'association		
- Autres charges	177 160	452 395
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	31 127 125	28 541 293
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(2 513 100)	(493 613)
PRODUITS FINANCIERS :		
- Autres produits	591 949	597 683
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	591 949	597 683
CHARGES FINANCIERES :		
- Autres charges financières	219 071	296 336
- Intérêts des emprunts	8 576	12 258
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES	227 647	308 594
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	364 302	289 090

Compte de Résultat en liste - Synthétique

AASBR CONSOLIDE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition

	31/12/2024	31/12/2023
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(2 148 797)	(204 523)
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Reprise sur provisions exceptionnelles	62 245	178 351
- Sur opérations en capital		
- Produits années ant Except	233 747	
- Produits Exceptionnels divers	529	
- Reprise sur subventions d'investissement reçues	42 910	32 169
- Autres produits exceptionnels	1 758	29 144
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS	341 189	239 665
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Dotation Provision pour Charges	3 000	233 114
- Valeur Comptable Eléments Actifs Cédés		
- Autres charges exceptionnelles	86 983	573
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	89 983	233 686
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	251 205	5 978

Impôts sur les bénéfices (VII)	80 827	34 093
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		

TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	29 547 163	28 885 028
--------------------------------------------------	-------------------	-------------------

TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	31 525 582	29 117 666
------------------------------------------------------	-------------------	-------------------

EXCEDENT OU DEFICIT	(1 978 419)	(232 638)
----------------------------	--------------------	------------------

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature	737 767	717 717
- Dons en nature		
TOTAL	737 767	717 717
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services	(737 767)	(717 717)
- Personnel bénévole		
TOTAL	(737 767)	(717 717)

L'AASBR est une association régie par les Articles 21 à 79 du Code Civil Local maintenu en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de la Moselle. Elle est inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg au volume XVIII n°55.

L'Association poursuit un but social général, sans aucun but lucratif, politique ou religieux.

L'Association a pour but de :

- Créer, gérer, animer, expertiser, tout équipement à destination de tout public et notamment de l'enfance ou de la jeunesse
- Conseiller et former en lien avec ses activités
- Fournir toutes prestations de service ou vente de produits en lien avec ses activités

1. Faits majeurs de l'exercice

1.1. Principes, règles et méthodes comptables

1.1.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le Bilan
- Le Compte de Résultat
- L'Annexe

Le Bilan de l'exercice présente un total net de **13.032.813 €** (vs 14.802.244 € en 2023)

Le Compte de Résultat affiche un total des produits de **29.547.163 €** et un total des charges de **31.525.582 €**, générant ainsi un résultat négatif de **-1.978.419 €**.

Hors activité du SAF, la perte sur l'exercice 2024 s'élève à **-1.951.921 €**.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024, il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mai 2025

1.1.2. Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur.

L'Association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC 2014-03, ANC 2015-06, ANC 2016-07, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement ANC 2018-06.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 du 05/12/2018 de l'Autorité des Normes Comptables relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 01/01/2020.

Les activités de Conseil aux Collectivités et de la gestion de la micro-crèche appartenant à l'AASBR ont été considérées par l'administration fiscale comme étant des activités lucratives soumises aux taxes & impôts commerciaux. Ces activités lucratives ont été regroupées au sein d'un secteur distinct des autres activités, qui restent non lucratives.

1.2. Evénements principaux de l'exercice

L'Association évolue dans un contexte complexe, dans lequel ses finances et trésorerie sont mis sous pression.

Les principales raisons :

- Baisse de la natalité de manière régulière depuis 2011 en particulier depuis 2023
- Accroissement du déficit public et réduction du budget des collectivités
- Chômage en hausse
- Croissance économique limitée
- Instabilités politiques et géopolitiques
- De manière générale, difficulté à recruter des salariés en ligne avec les profils recherchés
- Taux d'absentéisme élevé (17%)

1.2.1. Activité 2024

- **Accueil collectif (hors Illkirch)** : -10,4% vs 2023, et -3,5% hors les structures gérées pour la ville d'Illkirch (Ill, Vigne, Halte-Garderie La Maisonelle) et les structures de la Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois (Boulay, Piblangue, Hargarten), Délégation de Service Publique non renouvelée à partir du 1^{er} janvier 2024
- **Accueil familiale (hors Illkirch)** : -3,0% vs 2023, poursuite de la baisse structurelle des Crèches Familiales
- Facturation des 5 structures de Illkirch sur 12 mois en 2024 (vs 10 en 2023)
- Perte d'activité sur Stenger -12,7% (travaux climatisation), L. Oehler -12,5% (travaux Tram), Musau -8,6% (occupation Stenger Bachmann pendant la fermeture)
- Hohwiller : hausse de +49,7% lié à l'agrément de 13 à 15 places (à partir de 09/2023)
- Fermeture MC Uhrwiller fin 07/2024
- DSP non renouvelée de la Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois (-133.514 h)

Globalement, on observe une baisse significative de la fréquentation à partir de septembre 2024, sur le nombre d'enfants accueillis qui se traduit par une baisse des heures facturées.

Facturation en mode PSU est de :

- **1.868.156** heures facturées en accueil collectif, soit une baisse de -155.680 heures (-7,7%) par rapport à 2023
- **414.245** heures facturées en accueil familial, soit une stabilité par rapport à 2023

ALSH / périscolaire :

- **39.735** heures facturées pour l'activité ALSH des Poteries soit +17,3% par rapport à 2023

Facturation en mode Paje :

- **574.045** euros facturés soit une baisse de -7,9% (-49,5 K€) par rapport à 2023

Dont **Scy Chazelles** : +10,7% (+18,9 K€)

Dont **La Walck** : +2,9% (+5 K€)

Dont **Verdon** : -26,9% (-49 K€)

Dont **Uhrwiller** : -23,9% (-24 K€)

1.2.2. Renouvellements de DSP

Dossier renouvelé

- **Fondation Stenger Bachmann** (Douane 110 places et L. Oehler 20 places) pour 6 ans à partir du 1^{er} janvier 2025

Dossiers à renouveler

- **Outre-Forêt** : renouvellement Multi-Accueil Hohwiller (15 places) + création 2 Multi-Accueil à Betschdorf et Soultz sous Forêt (16 / 24 places) – 5 ans à partir du 1^{er} sept. 2025
- **Maison Franco-Allemande** : renouvellement Multi-Accueil (60 places) – 6 ans à partir du 1^{er} jan 2026 → dossier en cours

Dossiers postulés

- **Robertsau** : 2 Multi-Accueil ; à partir du 1^{er} jan 26 (5 ans) : 60 places (en création) et reprise (60 places) → dossier en attente de décision
- **Sarreguemines & Hambach** : 2 Multi-Accueil (65 / 65 places) ; 5 ans à partir du 1^{er} jan 2026 → dossier en attente de décision

1.3. Événements postérieurs à la clôture

1.3.1. Etablissements

Le Conseil d'Administration a donné son accord pour la fermeture fin juillet 2025 de la micro-crèche du Verdon, en mode Paje, à cause de résultats et de perspectives financières défavorables.

1.3.2 Perspectives financière 2025

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes 2024 par le Conseil d'Administration, la direction de l'AASBR a informé l'ensemble des parties prenantes sur les difficultés financières (et de trésorerie) auxquelles l'association doit faire face depuis 2024, subissant la baisse de l'activité, des charges supplémentaires expliquées principalement par les Oubliés du Ségur et l'impact de la Taxe Mobilité pour les établissements gérés sur le territoire de l'Eurométropole.

L'Association a sollicité et continue de solliciter ses financeurs (Collectivités et CAF) pour que les subventions d'exploitation soient ajustées à la hauteur des besoins pour que l'AASBR puisse continuer à remplir ses missions, lui permettant d'atteindre l'équilibre financier. A défaut, l'Association sera contrainte d'adapter, à la baisse, son mode de fonctionnement pour assurer sa pérennité.

Pour rappel, l'AASBR vise par définition l'équilibre sur l'exercice 2025.

2. Informations relatives au Bilan

2.1. Actif

2.1.1. Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	112.877	0	0	112.877
Immobilisations corporelles	5.216.666	59.640	2.340	5.273.966
Immobilisations financières	4.972.726	941.946	1.400.678	4.513.994
TOTAL	10.302.269	1.001.586	1.403.018	9.900.837

Les sorties d'immobilisations corporelles concernent les établissements multi-accueil III + Stenger + siège

Méthode pour les immobilisations financières : en 2024 comme en 2023 les placements long-termes ont été comptabilisés en Immobilisations financières.

2.1.2. Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions des amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	27.481	33.335		60.816
Immobilisations corporelles	4.638.204	108.033	2.340	4.743.897
Immobilisations financières	238.798	219.071	238.798	219.071
TOTAL	4.904.483	360.439	241.138	5.023.784

Les sorties d'amortissements corporelles concernent les établissements multi-accueil III + Stenger + siège

En 2023, une provision pour dépréciation des valeurs mobilières, concernant essentiellement des placements obligataires, a été constituée pour un montant de **238.798 €** pour formaliser la perte de valeur potentielle pour 2023, conformément au principe de prudence.

En 2024, cette provision a été reprise pour l'intégralité pour reconstituer pour 2024 une provision de **219.071 euros**

La dépréciation est calculée sur la base de documents transmis par les banques.

2.1.3. Immobilisations incorporelles

Principaux mouvements

Néant

Méthode d'amortissement

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans

2.1.4. Immobilisations corporelles

Principaux mouvements

Les mouvements de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements	Cessions et mises au rebut
Logiciel	00	0
Immeubles / agencement	0	0
Matériel	13.348	563
Matériel informatique	6.140	1.372
Mobilier	24.277	405
Matériel transport	15.876	0

Les sorties et mises au rebut concernent d'anciennes immobilisations qui sont amorties.

Les investissements ont porté en particulier sur l'acquisition de mobilier (réaménagement des espaces de vie) et matériel au multi-accueil d'Oberhausbergen Espace Tous Petits, d'un lave-sèche et sèche-linge à la micro-crèche de Scy Chazelle, d'une armoire froide au Service d'Accueil Familial et d'un sèche-linge à la micro-crèche du Verdon.

Méthode d'amortissement

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Immeubles anciens	Linéaire	50 ans
Installations techniques	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

2.1.5. Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif circulant	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4.510.042		4.510.042
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	383.531	383.531	
Autres créances	4.627.501	4.627.501	
Produits à recevoir	208.009	208.009	
Charges constatées d'avance	71.381	71.381	
TOTAL	9.800.464	5.290.422	4.510.042

Les autres concernent les autres immobilisations financières, elles sont dépréciées à hauteur de 219.071€

Les créances clients et comptes rattachés sont dépréciés à hauteur de 18.156 €.

Les autres créances comprennent essentiellement les participations à recevoir de la Caisse d'Allocations Familiales, des Communauté de Communes, produits à recevoir de formation et d'aides.

Du fait du changement d'outil métier, INoé à partir de janvier 2024, les parents sont facturés en post-facturation, décalant ainsi de 1 mois les paiements des familles, d'où l'augmentation des créances des familles.

2.1.6. Valeurs mobilières de placement et autres placements

Titre	Valeur à la clôture de l'exercice
VMP	
CAT	0
EMTN	2.700.000
Comptes courants - Livrets Institutionnels + Livret A - autres	2.883.493
Placements obligataires	1.742.606
Total	7.326.099

La valeur brute des VMP et autres placements est constituée par le coût d'achat. Les éventuels frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

Au 31 décembre 2024, les placements de l'association sont garantis à 100% à l'échéance (sauf défaillance de l'émetteur). Un principe de précaution a été appliqué en raison de la forte baisse du marché obligataire, à cet effet une provision a été constituée pour un montant de **219.071 €**.

Certains revenus financiers ont donné lieu à un versement d'impôt s'élevant au total à **80.827 €** (imposition de 10%, 15% ou 24%).

2.1.7. Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31/12/2024 se composent de :

Produits à recevoir au 31/12/2024	Montants
Produits sur subventions investissements (dépenses engagées)	83.797
Remboursement Diot sinistres	982
Remboursement Formation	99.599
Remboursement indemnités journalières et prévoyance	3.320
Fournisseurs (ristourne)	20.176
Autres produits	135
TOTAL PAR	208.009

2.2. Passif

2.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves	5.198.005	126.170	539.128	4.785.047
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Réserve de fonds de roulement	3.482.464			3.482.464
Réserve SAF	689.450	0	402.174	287.276
Réserve de suivi DSP	1.026.091	126.170	136.954	1.015.307
Report à nouveau	1.635.281	402.174	221.854	1.815.601
Résultat de l'exercice	-232.638	232.638	1.978.419	-1.978.419
Subventions d'investissements (nettes)	136.248	21.240	42.910	114.578
Provisions réglementées				
Totaux	6.736.896	782.222	2.782.311	4.736.807

Afin de clarifier la composition des réserves et le processus d'affectation du résultat de l'exercice décidé par l'Assemblée Générale et d'assurer un suivi dans le temps de l'évolution des réserves ainsi constituées, il a été constitué une réserve spécifique au suivi des DSP, une réserve SAF et une réserve de fonds de roulement.

En 2024 nous avons procédé au reclassement de certains comptes du SAF :

- Le compte **1068620**-Réserve financement mesures exploitation est devenu le **115030**-Report à nouveau affecté au financement mesures exploitation
- Scission du compte **11500**-Résultat en attente d'affectation en créant un compte pour la variation des congés payés le **115922**.

Pour le déficit 2022 du SAF (montant de -178.322,01), en accord avec la CEA nous avons retraité la réaffectation des 275.000 € (réserve réduction charges exploitation) en résultat sous contrôle tiers financeur pour créer un excédent de 96.667,99 à réaffecter en report à nouveau.

Les subventions d'investissement sont comptabilisées à la notification ou à défaut, à la date de règlement. La reprise en résultat se fait sur la durée d'utilisation de l'immobilisation concernée.

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provision au 31/12/2024
Provisions pour risques et charges	233.114	173.869	233.114	173.869
Provisions pour IDR	777.074	722.148	777.074	722.148
Provisions renouvellement matériel / travaux / grosses réparations	683.276	163.022	243.521	602.777
TOTAL	1.693.463	1.059.039	1.253.709	1.498.793

2.2.3. Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

L'Association doit faire face aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite (IDR) des salariés selon les modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par la convention collective de la FEHAP appliquée depuis le 1^{er} janvier 2000.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour tous les salariés FEHAP embauchés en contrat à durée indéterminée s'élève à **1.536.910€** (hors prime décentralisée).

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite fixée à 64 ans (fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité), et d'une actualisation au taux de 3,38% au 31/12/2024. Pour rappel en 2022 l'âge de la retraite était fixé à 62 ans.

Ce montant est comptabilisé en provision pour charges à raison de la quote-part représentative des salariés de plus de 50 ans, c'est-à-dire pour un montant de **722.148 €** (y compris prime décentralisée).

Depuis 2023, sur les établissements en DSP, on provisionne que les salariés susceptibles de partir sur la période de DSP, idem Fondation Stenger Bachmann ; aucun changement pour les autres établissements de la ville de Strasbourg

2.2.4. Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	337.022	25.590	131.459	179.973
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.349.039	1.349.039		
Dettes fiscales et sociales	4.418.108	4.418.108		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes (1)	689.663	689.663		
Produits constatés d'avance	3.380	3.380		
TOTAL	6.797.212	6.485.780	131.459	179.973
(2) emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	25.361			

(1) Le poste « autres dettes » (1) qui s'élève à 689.663€, intègre principalement les participations à rembourser aux collectivités pour un montant de 578.028 €.

(2) Un emprunt a été contracté en mai 2022 auprès du LCL pour financer l'acquisition, en septembre 2023, du bâtiment du multi-accueil de Oberhausbergen (ETP), l'emprunt arrivant à échéance fin en mai 2037.

2.2.5. Charges à payer

Les charges à payer au 31/12/2024 se composent de :

Charges à payer au 31/12/2024	Montants
Fournisseurs – factures non parvenues	872.956
Personnel – Congés à payer	1.100.266
Personnel – Autres charges à payer	756.166
Org. Sociaux – charges sur congés à payer	540.938
Org. Sociaux – autres charges à payer	317.744
Etat – charges à payer	204.024
Divers – charges à payer	105.012
Total CAP	3.897.106

Le montant des honoraires de notre commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'établit à **25.600 euros TTC**.

3. Informations relatives au compte de résultat

3.1. Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation	2024	2023
Ressources propres (facturations familles, prestations de service...)	4.727.325	4.817.927
Subventions et concours publics	19.506.529	18.413.316
Produits de la tarification (Collectivité Européenne d'Alsace)	2.060.337	1.975.389
Autres produits de gestion courante	1.278.938	1.568.872
Reprises sur amortissements provisions et transferts de charges	1.040.897	1.272.176
Total	28.614.026	28.047.680

3.2. Ventilation du Résultat AASBR

Le résultat 2024 est de **-1.978.419,22 €**

- **-1.859.979,66 €** pour le secteur des activités non lucratives (résultat débiteur)
- **-91.929,74 €** pour le secteur des activités lucratives (résultat débiteur)
- **-26.509,82 €** pour le SAF (tiers financeur)

3.3. Ventilation de l'effectif au 31/12/2024 (en CDI – convention CCN 51 FEHAP)

Catégories	Nombre - Personnel salarié
Cadres	46
Non cadres	379
TOTAL	425

Il faut également rajouter 15 CDD, 23 apprentis et 2 stagiaires rémunérés

Ainsi que 105 assistantes maternelles CDI/ familiales et 1 CDD

Soit un **Total de 571 salariés**

4. Autres informations

4.1. Engagements hors Bilan

4.1.1. Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

4.1.2. Engagements financiers

Deux garanties à première demande ont été émises par la Banque Populaire en faveur de :

- La **Ville de Strasbourg** dans le cadre de la Délégation de Service Public de la Maison de la Petite Enfance Franco-Allemande (durée 6 ans à échéance au 31/12/2025) pour 20.000 €.
- La Ville d'**Ostwald** dans le cadre de la Délégation de Service Public du Multi-Accueil des Rives du Bohrie (durée 5 ans à échéance au 31/12/2026) pour 12.000 €

4.2. Contributions volontaires

Les contributions volontaires ont été évaluées à partir des informations transmises par des collectivités. Il s'agit exclusivement de la valeur locative des biens mis à la disposition de l'Association.